

16 présents, 7 excusés, dont 4 procurations.

0. PV du 31 août 2007

Adopté à l'unanimité.

1. Travaux de sécurité dans le bourg

Le Maire expose à l'assemblée les projets relatifs aux aménagements de sécurité aux entrées et dans le bourg. La D.D.E. a été associée à l'étude et le Maire indique que les modalités seront vues par la commission des travaux et après concertation avec les riverains. Il propose d'attribuer une enveloppe de 90 000 €HT et de procéder à l'élaboration d'un marché public dans la limite annoncée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (19 pour, dont 4 procurations, 1 abstention) autorise le Maire à lancer la procédure d'appel d'offres dans la limite des montants exposés conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et par la suite à signer les marchés qui en résultent, et prévoit la dépense au budget.

2. Convention avec la D.D.E

Annie Marzin, adjointe en charge de l'urbanisme présente aux conseillers la réforme du droit du sol, applicable au 1^{er} octobre 2007. Les délais d'instruction sont modifiés et les relations avec les services de l'Equipement doivent faire l'objet d'une nouvelle convention qui a été approuvée par le bureau municipal. Cette dernière définit les modalités de la mise à disposition de la DDE, qui instruit dans le domaine des autorisations et des actes relatifs à l'occupation du sol délivrés au nom de notre commune, conformément à l'article R. 422-5 du code de l'urbanisme :

- Les permis de construire (PC) ;
- Les permis de démolir (PD) ;
- Les permis d'aménager (PA) ;
- Les certificats d'urbanisme article L. 410-1 b du Code de l'Urbanisme (CU) ;
- Les déclarations préalables aux lotissements (DP).

La Commune garde à sa charge :

- déclarations préalables hors lotissement (DP) ;
- certificats d'urbanisme article L. 410-1 a du Code de l'Urbanisme (CU)

D'autre part, Annie Marzin expose l'intérêt pour la Commune de rendre obligatoire les demandes de clôtures et les demandes de démolir sur l'ensemble du territoire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, dont 4 procurations) autorise le Maire à signer la convention dans les termes ci-définis et rend obligatoire les demandes de clôtures et les demandes de démolir sur l'ensemble du territoire.

3. Convention M.S.A

Le Maire explique à l'assemblée les obligations en matière de médecine professionnelle pour le personnel communal. La Mutualité Sociale Agricole (MSA), titulaire du marché organisé par le Centre de Gestion du Finistère, convoque désormais les agents à Pont-Croix et pour éviter tout dysfonctionnement dans les services municipaux, le bureau municipal est favorable à une utilisation des locaux à l'espace Pierre Trépos, dont la mise à disposition gracieuse ferait l'objet d'une convention. Cette utilisation des locaux ne peut se faire qu'en cohabitation avec les autres activités scolaires et périscolaires, notamment le R.A.S.E.D. et elle est estimée à 21 jours dans l'année et concernerait tous les agents territoriaux ainsi que les salariés agricoles de notre Communauté de Communes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, dont 4 procurations) autorise le Maire à signer la convention dans les termes ci-définis.

4. Convention pour occupation du domaine public maritime

Le Maire expose le projet de l'association des usagers de Pors Canté, qui souhaite remettre en état la digue ancienne partiellement effondrée. Cet ouvrage sans titre étant situé sur le domaine public maritime, il conviendrait d'établir un titre d'occupation sous la forme d'un transfert de gestion entre l'Etat et la Commune. Le bureau municipal y étant favorable, la Direction Départementale de l'Equipement nous propose une convention pour signature.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, dont 4 procurations) autorise le Maire à signer la convention dans les termes ci-définis.

5. Chapelle de la Trinité : Travaux et plan de financement

Jean-Claude Stourm présente les travaux à la Chapelle de la Trinité, qui est victime d'une brèche dans laquelle la végétation s'est implantée. Après visite d'experts, Isabelle Gargadennec, conservateur des

antiquités et objets d'art du Finistère, Marilyne Dautre, architecte dépendant des Bâtiments de France, et Dominique Chesneau de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), des travaux sont préconisés en maçonnerie et en menuiserie pour la réfection de la porte. Le montant global de l'opération est évalué à 7 000 €HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, dont 4 procurations) autorise le Maire à lancer la procédure d'appel d'offres dans la limite des montants exposés conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et par la suite à signer les marchés qui en résultent.

6. Marchés Publics – Eglise Saint-Démet : pénalités de retard

L'Eglise Saint-Démet a fait l'objet de travaux conformément aux marchés publics passés en octobre 2000. Les travaux ayant été réceptionnés le 4 juin 2007, le maître d'œuvre a présenté le Décompte Général Définitif (DGD) pour régler les dernières factures. Les travaux ayant été réalisés avec du retard, plus de 14 mois sur le planning initial établi en l'an 2000, le DGD inclut les pénalités de retard, conformément aux engagements du marché public. Cependant tous les corps d'état ne sont pas responsables du retard accumulé. En l'occurrence, l'entreprise Gaovec-Pitre, titulaire du lot maçonnerie, a subi les absences prolongées d'autres corps d'état, et le bureau municipal est favorable à l'annulation des pénalités de retard.

Rappel du marché :

Montant initial du marché :	278 394,70 €HT
Avenants travaux supplémentaires :	18 229,38 €HT
Actualisation :	7 941,51 €HT
Révision :	21 751,67 €HT
Pénalités :	3 665,33 €HT
Total DGD :	322 651,93 €HT
<i>DGD sans pénalités :</i>	<i>326 317,26 €HT</i>

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (19 pour, dont 4 procurations, 1 abstention) est favorable à l'annulation des pénalités de retard dans son intégralité.

7. Régie de recette médiathèque

Le Maire informe le conseil de la nécessité d'actualiser l'autorisation de régie de recettes pour la médiathèque, du fait de son développement actuel. Aussi, est-il proposé au conseil d'autoriser une régie de recettes pour un montant maximum d'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver s'élevant à 500 €. Le régisseur, désigné par arrêté du Maire, devra déposer la totalité des pièces justificatives au moins une fois par trimestre à la Trésorerie et ne percevra aucune indemnité en contre-partie.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (19 pour, dont 4 procurations, 1 abstention) est favorable à la mise en place de la régie de recettes pour la médiathèque.

8. Dossiers pour enquête publique

Annie Marzin, adjointe à l'Urbanisme présente à l'assemblée les dossiers (Monsieur Moalic de Kervern et Mme Lastenet de Palud Keristenvet) qui présentent des incohérences de remembrement. Les riverains concernés souhaiteraient acquérir des parcelles qui font partie du domaine public de la Commune. Annie Marzin explique la démarche, à savoir soumettre les dossiers à l'enquête publique pour passer les parcelles concernées dans le domaine privé de la Commune et éventuellement les vendre aux demandeurs, au prix de 5 € le m² pour Kervern et à un prix à déterminer pour Keristenvet.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, dont 4 procurations) est favorable à soumettre les dossiers à l'enquête publique afin de classer les parcelles dans le domaine privé de la Commune.

Questions Informations diverses

Les prochaines dates de rencontres, évènements, travaux et réunions sont présentées à l'assemblée municipale, ainsi que les prochaines manifestations :

- l'association l'œil vert organise au Centre Culturel Avel-Dro un marché équitable Salon "A la Croisée des Arts et de la Nature", le 7 octobre
- semaine de la science du 8 au 14 octobre 2007 : animations et expositions à la médiathèque et au Centre Culturel Avel-Dro
- semaine de réduction des déchets, animation au Centre Culturel Avel-Dro le 2 & 3 novembre
- **Trophées Départementaux** de Musique et de Danse, organisé par le Conseil Général le 4 novembre : un des plus beaux plateaux de Bretagne
- Concert et Fest Noz avec Balafenn le 27 octobre
- loto de l'amicale des sapeurs-pompiers le 11 novembre
- le mois du film documentaire le 23 novembre à la médiathèque
- Téléthon le 1^{er} décembre

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures 15.